

Notices biobibliographiques

Numéro 25, printemps 2008

Langues officielles et dualité linguistique : structuration de la recherche et partenariats

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019488ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/019488ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2008). Notices biobibliographiques. *Francophonies d'Amérique*, (25), 177–179.
<https://doi.org/10.7202/019488ar>

Notices biobibliographiques

GRATIEN ALLAIRE est professeur titulaire au Département d'histoire de l'Université Laurentienne et directeur de l'Institut franco-ontarien. Il est actif depuis de nombreuses années dans la communauté franco-canadienne, à titre de chercheur et de leader.

MAURICE BEAUDIN est professeur agrégé d'économie et de géographie à l'Université de Moncton, campus de Shippagan. Il a publié de nombreux travaux, notamment sur le développement économique des régions des Maritimes, sur les dynamiques rurales-urbaines, ainsi que sur la vitalité des régions et des groupes francophones minoritaires. Ses recherches actuelles portent sur l'exode rural et les nouvelles configurations rurales-urbaines, ainsi que sur les flux migratoires chez la minorité francophone au pays.

NICOLAS BÉLAND est économiste et chercheur à l'Office québécois de la langue française. Ses recherches portent sur le lien entre l'identité ethnolinguistique, les habiletés langagières et les résultats atteints par tous et chacun sur le marché du travail. Il a présenté ses résultats dans de nombreux colloques et il est notamment l'auteur d'un rapport de recherche du Conseil supérieur de la langue française intitulé *La persistante disparition de l'écart : l'évolution des revenus salariaux des hommes selon deux appartenances ethnolinguistiques et le bilinguisme dans la région métropolitaine de recensement de Montréal de 1970 à 1995*.

LOUISE BÉLANGER-HARDY est professeure agrégée au programme de common law en français de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa depuis 1992 ; elle y a d'ailleurs exercé les fonctions de vice-doyenne de 1995 à 1999. Elle enseigne le droit de la responsabilité délictuelle et le droit de la santé. Elle consacre une partie de sa recherche à ces deux domaines du droit ainsi qu'à des projets de droit comparé. Elle est coauteur du texte *La responsabilité délictuelle en common law* (Yvon Blais, 2005) et coéditrice de l'ouvrage *Éléments de common law* (Carswell, 1997).

JULIE BOISSONNEAULT est professeure au Département d'études françaises de l'Université Laurentienne. Elle s'intéresse aux questions sociolinguistiques et psycholinguistiques liées au contact des langues, particulièrement à la langue française au Canada. Elle a publié, entre autres, dans la *Revue du Nouvel-Ontario*, la *Revue de l'Association canadienne de linguistique appliquée* et *Éducation et francophonie*, et elle est membre du comité éditorial de la revue internationale *Nouvelles perspectives en sciences sociales*.

CAROLE BOUCHER est professeure adjointe à l'Université de Moncton, campus de Shippagan, depuis 2002. Elle poursuit ses études doctorales en études littéraires ; ses recherches et publications portent principalement sur la construction identitaire par l'enseignement de la littérature en milieu minoritaire.

DANIEL CÔTÉ est professeur à l'École de service social de l'Université Laurentienne. Il a travaillé pendant de nombreuses années dans le secteur de la santé mentale. Il s'intéresse maintenant aux questions relatives à la gestion des services sociaux et aux décrocheurs scolaires.

ÉRIC FORGUES est directeur adjoint et chercheur régulier à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques de l'Université de Moncton. Depuis 1998, il mène des recherches à l'Université de Moncton sur le développement communautaire, la santé et le bien-être, ainsi que le développement régional et durable. Il est un des trois auteurs de *La nouvelle sociologie économique, originalité et diversité des approches*, et il a récemment signé *Du conflit au compromis linguistique : l'État et le développement des communautés francophones en situation minoritaire*.

JACQUES MICHAUD détient un doctorat en éducation de l'Université de Montréal. Chercheur indépendant et membre de l'Institut franco-ontarien à l'Université Laurentienne, il est engagé dans divers projets touchant la francophonie ontarienne et canadienne.

GABRIELLE ST-HILAIRE est membre de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa depuis 1992 ; elle y a notamment exercé les fonctions de vice-doyenne du programme de common law en français de 2005 à 2007. Spécialisée en droit fiscal, elle s'intéresse particulièrement à l'imbrication des questions juridiques, entre autres à l'incidence des politiques fiscales sur le droit à l'égalité et les autres domaines du droit.

À cet égard, elle a publié des articles sur la déductibilité des frais de garde d'enfants, sur le traitement fiscal des dommages-intérêts pour congédiement sans cause ainsi que sur la déductibilité des frais judiciaires engagés dans des dossiers non reliés à la fiscalité.

CLAUDETTE TARDIF. Avant d'être nommée au Sénat du Canada en 2005, Claudette Tardif faisait partie du corps professoral de l'Université de l'Alberta, où elle a exercé de nombreuses fonctions administratives en tant que vice-présidente par intérim (relations extérieures) et doyenne de la Faculté Saint-Jean de cette même université. La francophonie canadienne, l'enseignement et l'apprentissage du français et la formation des maîtres ont été au cœur de ses activités de recherche. Elle a publié plus de soixante articles et chapitres de livres portant sur le bilinguisme, la pédagogie de l'immersion, la francophonie en milieu minoritaire et la formation des maîtres. Membre active de la communauté francophone de l'Alberta, elle s'est souvent portée à la défense des droits linguistiques et culturels des minorités.

CINDY-LYNNE TREMBLAY termine une maîtrise en développement humain à l'Université Laurentienne. Elle étudie la question du « décrochage culturel » dans les écoles de langue française de l'Ontario.